

Congrès du PGE – Rapport au Conseil national du PCF

Vincent Boulet – 23 novembre 2019

Le Parti de la gauche européenne réunira son 6^e congrès à Malaga, dans l'État espagnol, du 13 au 15 décembre prochains. C'est un enjeu important à trois titres.

I. Premièrement, pour la gauche en Europe. Le PGE est aujourd'hui dans une situation paradoxale.

D'une part, il a essuyé le contrecoup des échecs et de la crise de la gauche européenne ces dernières années, de l'échec du gouvernement de Syriza en Grèce du fait de l'insuffisance des rapports de force en Europe et en Grèce même, au recul global de la gauche européenne aux dernières élections européennes qui ont vu le groupe parlementaire de la GUE-NGL s'affaiblir numériquement et politiquement. Il a également souffert d'entreprises de division, à l'image de la tentative mélenchoniste dite de « Maintenant le peuple ». De tout cela a résulté une certaine dévitalisation politique du PGE et le renforcement de débats sur sa visibilité voire son utilité.

D'autre part et malgré cela, le PGE demeure le seul regroupement à un niveau continental des forces de gauche structuré dans la durée. Il n'y en a pas d'autre. Le PGE regroupe aujourd'hui 26 partis membres, 8 observateurs et 6 partis associés. Ces partis représentent une diversité politique : Cela recouvre un arc politique qui va de partis communistes (PCE, PRC, AKEL qui est observateur) à des regroupements plus larges tels die Linke en Allemagne. Ils représentent aussi une diversité géographique : de partis d'Europe du Nord (Alliance Rouge Verte danoise par ex.) à des partis d'Europe de l'Est (Levica en Slovénie, PC de Bohême Moravie, observateur). Bien sûr ces forces ne sont pas d'accord sur tout et le PGE, qui se définit comme un « *parti de partis* », ne remet nullement en cause la souveraineté des partis membres sur l'ensemble des questions tactiques et stratégiques. **Mais ces forces se retrouvent, dans leur diversité, sur une ambition**, celle de porter le projet d'un « *nouveau contrat social entre les peuples souverains et solidaires en Europe* », ce qui implique de « *sortir de l'austérité et des logiques libérales des traités européens* » (document politique du congrès de Berlin en décembre 2016). « *Le Parti de la gauche européenne défend la perspective socialiste, définie comme une société de justice fondée sur la mise en commun des richesses, des moyens de production et sur la souveraineté des choix démocratiques, en harmonie avec les ressources limitées de la planète. Il rejette le capitalisme, générateur d'inégalités, d'injustice, de pauvreté et de guerres, ainsi que le patriarcat et toute discrimination* » (*ibid.*). Sur la base de cette réalité et de ces principes, le PGE est devenu un acteur important de la solidarité internationale et est reconnu comme un interlocuteur important par les forces de gauche au niveau international : on peut citer par exemple le Forum PGE-forum de Sao Paolo, Forum de la Méditerranée (avec les forces progressistes du Proche-Orient et d'Afrique du Nord), les relations avec la Chine, celles avec la gauche nord-américaine.

En outre, depuis le congrès de Berlin, le PGE a pris l'initiative de lancer le forum annuel des forces de gauche, progressistes et écologistes, qui s'est réuni à Marseille en 2017, à Bilbao en 2018 et à Bruxelles les 8-9-10 novembre derniers. Ce forum poursuit un objectif politique,

celui d'offrir, dans un contexte de désagrégation globale des forces de gauche en Europe, un cadre commun de dialogue et d'initiatives. Il s'agit d'un forum ouvert aux forces politiques, sociales, citoyennes qui à gauche ne se reconnaissent pas dans le projet européiste libéral, qu'elle soient du PGE, membres de la GUE mais pas du PGE, écologistes ou sociales-démocrates dans l'idée de faire du forum un levier pour faire bouger les rapports de force à gauche en Europe. Le dernier forum de Bruxelles a ainsi réuni 410 participants représentant 192 organisations politiques, syndicales, associatives. Il a montré que des forces, notamment syndicales (ETUC, FGTB Belge...), sont en train de bouger et de regarder vers la gauche européenne. Ce n'est pas négligeable dans le contexte actuel. Il reste à donner au forum de la chair politique, c'est-à-dire d'en faire non seulement un cadre annuel de rencontres, mais également un cadre d'initiatives concrètes permettant d'ouvrir des brèches dans la domination du capital en Europe, pour l'égalité des droits femmes-hommes, pour un nouveau modèle de développement économique, social et écologique, pour le respect de la souveraineté des peuples, pour la paix.

Cette nécessité pour le forum européen est également valable pour le PGE qui doit renforcer sa visibilité et son utilité pour les partis membres et pour les peuples en Europe. C'est là un des enjeux importants du congrès de Malaga. Les forces de gauche sont confrontées à des défis structurels communs : l'impasse de la construction capitaliste de l'UE qui est aujourd'hui rejetée par une majorité des peuples en Europe alors que les classes dirigeantes européennes, et le capital qu'elles servent, refusent d'en changer le moindre boulon en dépit de plusieurs alarmes telles que le Brexit, les conséquences sociales de la crise systémique du capitalisme et de la zone Euro de 2009-2010, l'annonce d'une prochaine crise systémique qui serait encore plus grave que la précédente, l'exacerbation des paniques identitaires qui font le lit de l'extrême droite et de la montée de l'ethnicisme en Europe, la militarisation des rapports de force internationaux. La nécessité pour la gauche en Europe de retrouver le chemin du peuple en reconstruisant un bloc historique apte à dégager des majorités sociales et politiques en reformulant un projet politique d'émancipation pour le 21^e siècle se pose à tous.

Le PGE doit devenir un outil pour travailler aux rapports de forces et rendre possibles de nouvelles convergences et, pour cela, travailler et développer des campagnes qui donnent à voir qu'il est concrètement possible d'ouvrir des brèches dans la construction capitaliste de l'UE et la domination du capital d'une part et de remettre en cause les traités européens, le pacte budgétaire austéritaire et antidémocratique et les mécanismes de contrôle de la Commission européenne d'autre part (question d'actualité car la Commission vient de pointer huit pays de l'UE pour « déficit excessif », dont la France et l'Espagne). Et pour une Europe qui respecte la souveraineté des peuples et des nations et permette des coopérations solidaires entre peuples associés. J'évoquerai rapidement quelques exemples :

- Pour l'alignement par le haut des salaires (notamment du salaire minimum), des retraites et de la protection sociale
- Pour la défense et le développement des services publics
- Pour la lutte contre l'évasion fiscale et l'organisation d'une COP fiscale internationale
- Pour une autre utilisation de l'argent en Europe, pour une refonte des missions et du fonctionnement de la BCE, c'est s'attaquer au cœur du fonctionnement de l'euro, par la réorientation de la création monétaire de la BCE pour le développement social et écologique.

- Pour l'égalité femmes-hommes : pour la mise en place immédiate et contraignante de l'égalité salariale femmes-hommes réelle, pour le droit des femmes à disposer de leur corps et pour la lutte contre les violences faites aux femmes
- Contre les traités de libre-échange, en premier lieu contre le CETA, le traité TAFTA nouvelle manière et l'accord Mercosur
- Pour la dissolution de l'OTAN et pour un traité de sécurité collective paneuropéen sur la base d'une conférence européenne du type de la conférence d'Helsinki
- Pour un modèle de développement incluant les décisions de la COP 21 concernant la neutralité carbone d'ici 2050. Le PGE propose d'engager une grande bataille écologique pour la création de services publics environnementaux, la gestion publique de l'eau, le développement gratuit des transports en commun, ou encore sur la rénovation thermique des logements, la défense de la biodiversité et la fin des pesticides.

Tous ces enjeux sont des enjeux continentaux et le PGE est un outil, doit être un outil pour les travailler concrètement.

Tout cela est nécessaire pour que le PGE soit un levier d'action politique pour les partis membres et pour rapprocher le PGE et les discussions qui y sont menées des partis membres. Il s'agit d'ouvrir pour le PGE une nouvelle phase de son histoire, après la période de fondation, la période de son développement et de sa consolidation, et ces derniers temps une période de doutes voire de crise.

C'est l'un des objets du projet de document politique qui vient de vous être remis. Il a pour objectif de cerner pour les principaux enjeux et les tâches qui en découlent pour le PGE pour les trois prochaines années. Il se veut court et clair. Il n'a donc pas vocation à tout dire. Le congrès du PGE permettra de le compléter avec des motions thématiques qui seront également soumises au vote.

Il se concentre sur trois questions majeures : À quelles urgences les peuples européens sont-ils confrontés aujourd'hui et sur quelle base sociale une riposte est-elle possible ? Quel est le projet social, démocratique, féministe, pacifique, écologique que nous défendons pour les peuples d'Europe ? Quelles sont les tâches immédiates pour le PGE pour ouvrir une nouvelle phase dans l'histoire du PGE ?

Dans son état actuel, la version du document que vous avez entre les mains est une version de travail et en travail. Elle sort de la dernière réunion du Comité exécutif et de la conférence des présidents du PGE. C'est donc un projet issu d'une discussion avec les représentants de l'ensemble des partis membres. Nous entrons maintenant dans une nouvelle étape de la discussion qui est le fait de le mettre en discussion dans les directions des partis membres. Ce n'est donc pas à ce stade un document destiné à être rendu public. Je vous propose que les membres du CN prennent le temps de le consulter et me fassent part de leurs propositions d'amendement d'ici le 1^{er} décembre. Il est important de concentrer les amendements sur les points qui nous semblent nécessaires à faire figurer dans un texte dont l'objectif est de répondre aux trois questions que je viens d'exposer. Par exemple, la question centrale de l'utilisation de l'agent pour développer l'investissement et les services publics devrait sans doute être renforcée et précisée dans le texte.

Le second enjeu du congrès concerne la question de ses instances. Le PGE est doté d'une structure à trois niveaux : la présidence, composée d'un président, actuellement Gregor Gyzi, et de quatre vice-présidents : actuellement Maité Mola pour le PCE, Pierre Laurent pour le PCF, Paolo Ferrero pour le PRC et Margarita Mileva pour la Gauche bulgare. Gregor Gyzi a annoncé qu'il ne se représentait pas. Le secrétariat politique qui est composé d'une dizaine de partis clés qui assure le fonctionnement politique immédiat en lien et avec la présidence. Ces deux instances sont élues au congrès et il s'agit donc d'une bataille politique. Le Bureau exécutif, qui se réunit trois fois par an, composé de deux membres à parité par parti membre est ratifié par le congrès.

Il faut également mentionner le rôle de la conférence des présidents, où les présidents des partis membres fixent les grandes orientations du PGE et où nous sommes représentés par notre secrétaire national Fabien Roussel.

Il importe que les discussions sur la direction (présidence et secrétariat politique) se fassent selon les principes suivants :

1. Les équilibres et les principes politiques fondamentaux qui ont concouru à la naissance et au développement du PGE doivent être maintenus. Ils ont permis aux forces qui le composent, sans gommer aucunement ni leur diversité ni leur souveraineté, de s'y retrouver, de résister aux menaces de division qui auraient pu être fatales à cette construction commune, de se donner les moyens de débattre et d'agir ensemble, par-delà leurs différences. Tout ce qui pourrait déstabiliser ces équilibres fondamentaux serait pour le PGE un facteur d'affaiblissement et de danger. Ce qui doit être changé et amélioré doit surtout viser à renforcer la capacité d'action européenne du PGE.
2. Qu'elle soit représentative de la diversité politique et géographique de ses organisations membres, mais aussi qu'elle soit en mesure de travailler efficacement. Il est, par conséquent, souhaitable qu'elle inclue celles qui contribuent tous les jours à la vie du PGE et qui peuvent s'y investir dans la durée.

II. Deuxièmement, le congrès du PGE représente également un enjeu pour le PCF. Nous en sommes tous conscients ici : en dépit de la campagne dynamique que nous avons menée avec la liste « Pour l'Europe des gens, contre l'Europe de l'argent » conduite par Ian Brossat, le PCF n'est pas, pour cette nouvelle mandature, représenté au Parlement européen. Cela a des répercussions sur nos relations et notre travail en commun et de solidarité internationales en Europe.

Il est donc d'autant plus important de resserrer nos liens avec les organisations avec lesquelles nous entretenons des relations fraternelles et solidaires et avec les cadres européens auxquels nous prenons part. Cela est valable pour les forces importantes restent en dehors du PGE (PCP, PTB, Sinn Féin...), et il est bien évident que notre participation au PGE n'est nullement un obstacle au renforcement de nos coopérations avec ces partis.

Cela est valable également pour le PGE qui est, je le répète, le seul cadre européen transnational structuré dans la durée où les partis de la gauche européenne peuvent dialoguer et agir ensemble. Il est donc indispensable que le PCF soit présent dans son noyau

directionnel. Nous avons des atouts pour cela : notre propre rôle à la présidence du PGE entre 2010 et 2016 et à la présidence de la GUE-NGL de 1999 à 2009 dont le bilan est largement salué, notre rôle historique dans la gauche européenne, notre centralité politique au sein la gauche européenne, la force militante que nous représentons et notre réseau de parlementaires nationaux et d'élus locaux. Il est d'autant plus important que le PCF participe à la direction du PGE que la gauche européenne va devoir se confronter aux initiatives du gouvernement français, qui s'efforce de relancer l'Europe néolibérale et de faire avancer la perspective d'une défense intégrée qui ne va nullement dans le sens de la paix et d'une sécurité collective sur le continent.

C'est pour cela que nous faisons la proposition que le PCF soit candidat au congrès à garder une place de vice-président du PGE et une représentation au secrétariat politique, en plus de sa place au comité exécutif du PGE.

Vous avez une proposition nominative qui est aujourd'hui soumise au vote du CN (candidat à une vice-présidence : Pierre Laurent ; candidat au secrétariat politique : Vincent Boulet ; au comité exécutif : Vincent Boulet et Lydia Samarbaksh), de même qu'une proposition de délégation au congrès du PGE, également soumise au vote du CN (par ordre alphabétique : BALAVOINE Charlotte, BIDARD Hélène, BOCCARA Frédéric, BOULET Vincent, IDIR Mina, LACAZE Pierre, LAURENT Pierre, PICQUET Christian, SABOURIN Anne, SAMARBAKSH Lydia, ROUSSEL Fabien, TERNANT Muriel). Cette proposition comprend à parité 12 camarades, comme cela est la règle pour tous les partis dans les congrès du PGE.

Je profite de cette occasion qui m'est donnée aujourd'hui pour remercier chaleureusement et fraternellement, au nom du CN, Anne Sabourin, qui depuis plusieurs années a énormément travaillé pour le PCF en Europe et le PGE et qui n'a pas souhaité être reconduite dans ses fonctions de représentation du PCF au PGE.

III. Troisièmement, sous un angle tout à fait différent. Ce congrès se déroulera en Espagne, dans une ville où le PCE et la Gauche unie (organisation politique fédérale à laquelle le PCE participe) sont fortement implantés, alors que la gauche espagnole se trouve dans une situation inédite alors que l'extrême droite néo-franquiste a atteint un niveau qui la rend capable de peser d'une manière déterminante sur la recomposition de la droite et est devenue la 3^e force politique du pays, dans un contexte de crise sociale aiguë. Mais aussi avec un vote de gauche qui a contraint le PSOE à engager des discussions avec La Gauche unie et Podemos. Le congrès du PGE sera une occasion importante pour manifester notre solidarité avec le PCE et la Gauche unie dans leur lutte contre la montée de l'extrême droite, pour la remise en cause du néolibéralisme, pour la garantie des droits humains et pour un processus politique constituant républicain dans lequel tous les peuples et nations de l'État espagnol puissent trouver leur place. Nos camarades livrent en ce moment une bataille politique décisive pour l'avenir du pays. Il est essentiel de les soutenir.